

La Turquie a-t-elle vocation à entrer dans l'Union européenne ? Brutale-ment, l'échéance approchant, cette question fait irruption dans le débat public. C'est le 17 décembre, en effet, que les Vingt-Cinq devront décider s'ils sont prêts à ouvrir un calendrier de négociations pour l'adhésion du candidat turc. Une perspective à l'horizon 2015-2020, hissée au rang de grande cause nationale en Turquie, où l'actuel gouvernement, venu de l'islam politique mais qui s'affirme converti à la laïcité, ne ménage pas ses efforts pour réformer à marche forcée un modèle républicain hérité d'Atatürk, plus proche de la démocratie autoritaire que de la démocratie libérale. Les citoyens de l'Union européenne, eux, sont divisés. Hostiles en Autriche et en France, réservés aux Pays-Bas et en Allemagne. Souvent, ils ignorent que leurs dirigeants ont déjà admis cette « vocation à rejoindre l'Union », il y a cinq ans, à Helsinki. Les droites française et allemande sont, en principe, contre, mais pas les droites espagnole et italienne. La gauche est plus favorable, sous réserve d'inventaire des progrès démocratiques, mais certaines personnalités, comme l'ancien ministre français des Affaires étrangères (PS) Hubert Védrine, y sont opposées. Tony Blair, Gerhard Schröder, Jacques Chirac, Silvio Berlusconi, Guy Verhofstadt soutiennent cette candidature.

Pays charnière, entre Méditerranée et Asie centrale, terre composite, avec des écarts de revenus de cinq à un entre la région d'Istanbul et le Sud-Est anatolien, et une condition féminine inégale – « La Turquie, c'est à la fois le Danemark et le Pakistan », avait dit un jour l'ancien président Demirel – la Turquie suscite les passions et attise les peurs. Parce que le débat actuel, tel qu'il est engagé, n'échappe pas à la mauvaise foi et renvoie à la source même du projet européen, il convient d'examiner sereinement une candidature qui peut être un risque comme une chance pour l'Union. Donner des clefs à ses lecteurs pour mieux aborder ce dossier complexe, telle est l'ambition du Vif/L'Express en présentant et analysant les éléments de la controverse.

La Turquie peut-elle invoquer la géographie pour revendiquer son appartenance à l'Europe ?

Non, pour les opposants à la candidature d'Ankara. « Le Bosphore ne coule pas au milieu de l'Anatolie ! » a tonné l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing. A leurs yeux, la Turquie d'Europe – la Thrace et la rive nord d'Istanbul, 3 % du territoire total (780 000 km², soit 25 fois la Belgique), mais 20 % de la population (Istanbul compris) – ne compte pas. En outre, une Turquie dans l'Union repousserait notre frontière extérieure jusqu'à celles de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran, de l'Arménie et de la Géorgie... Elle poserait la question des républiques du Caucase, déjà membres du Conseil de l'Europe. Et pour-

à la Turquie pas aussi le Liban, où le génie grec fait naître Europe ? D'ici à un demi-siècle, « la vocation de l'Union est de regrouper tous les territoires qui entourent les rives de la Méditerranée », plaide déjà le député français Dominique Strauss-Kahn (PS) dans un récent rapport remis à Romano Prodi. En feignant d'oublier que le traité de Maastricht sur l'Union européenne précise, comme auparavant le traité de Rome, que « tout Etat européen peut demander à devenir membre de l'Union ». Ce qui qualifie, en droit, la Turquie, même si les partisans de son adhésion préfèrent rappeler que c'est le contrat sur les valeurs politiques communes qui fonde la construction européenne.

(...)

L'Europe doit-elle être un « club chrétien » ?

L'expression est de l'ancien chancelier Helmut Kohl. Pour le chrétien-démocrate Jean-Louis Bourlanges, eurodéputé français, « l'identité européenne est née de la conjonction des héritages judéo-chrétien et gréco-romain » – ce qui exclut les terres d'islam. Le caractère musulman de la population turque fait peur. S'il faut en croire Alexandre del Valle, *La Turquie dans l'Europe* (éd. des Syrtes), cela en fait rien de moins qu'« un cheval de Troie islamiste ». La stratégie proeuropéenne des actuels dirigeants d'Ankara, issus du courant islamiste, viserait, selon lui, à « subvertir les valeurs occidentales et à pénétrer l'Union européenne pour mieux mettre fin à l'expérience d'essence occidentale et européenne par excellence que fut le kémalisme ». A l'appui de cette thèse, une mesure récente comme le vote d'une loi, en mai 2004, levant les restrictions pesant jusqu'alors sur l'accès à l'université des élèves diplômés des lycées religieux (*imam hatip*), soupçonnés par une large partie de l'opinion et par l'armée d'être un vivier de futurs cadres islamistes destinés à noyauter l'appareil d'Etat. Ou la volonté affichée du gouvernement d'autoriser le port du foulard islamique à l'université et dans la fonction publique – vue sur place comme une liberté de choix souhaitée par 2 Turcs sur 3, selon les sondages.

Les partisans de l'adhésion rappellent, eux, que l'Europe compte déjà en son sein 12 millions de citoyens de confession musulmane, « plus que les Belges et presque autant que les Hollandais », selon le mot de l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit. Et que, sur le continent, deux pays, la Bosnie et l'Albanie, ont une population à majorité musulmane. A l'heure où Al-Qaeda tente de mobiliser la rue musulmane contre l'Occident, Jacques Chirac, partisan, « par conviction profonde », de l'adhésion, souligne un point indiscutable : « Refuser la Turquie, pour des raisons d'ordre ethnique ou religieux, serait faire le jeu de ceux qui prônent le choc des civilisations. » L'Europe ne pourra gagner sa lutte contre le terrorisme islamiste sans allié dans le monde musulman. « Sans être un modèle, une Turquie dans l'Union aidera à la contagion des idées et valeurs démocratiques dans l'espace arabe », estime le député allemand (Verts) Cem Ozdemir, d'origine turque. Comme un cheval de Troie de l'Occident, en somme...

Au cœur du débat, une question ouverte : savoir si l'islam des Turcs – qui boivent du vin et dont la composante albéine refuse une interprétation littérale du Coran – a véritablement réussi sa sécularisation, comme, en son temps (et ce n'est pas si ancien), le protestantisme, puis le catholicisme. Si oui, les actuels dirigeants politiques turcs, qui se présentent comme des « démocrates conservateurs » héritiers d'un mouvement réformiste lancé voilà deux siècles, seraient alors à l'islam ce que les chrétiens-démocrates sont au christianisme. L'islam serait alors réconcilié avec la démocratie. Sinon,

cette mue ne serait qu'un vernis qui pourrait, demain, si l'armée, gardienne de la laïcité, relâchait son contrôle, s'écailler sous le grattoir d'un islam rigoriste prêt à la régression.

Contre

L'Empire ottoman a menacé l'Europe pendant cinq siècles.

Pour Il a été un acteur du concert européen. Soliman (ci-dessous, devant Vienne, en 1529) s'est allié à François I^{er} contre les Habsbourg.

Pour Une démocratie consolidée sous la houlette du Premier ministre Erdogan (à dr. sur la photo). **Contre** Ces réformes s'appliquent-elles sur tout le territoire ?

Les Turcs sont-ils trop pauvres ?

Selon le PIB par habitant, la Turquie est au niveau de la Bulgarie et de la Roumanie, soit un tiers de la moyenne européenne. Son économie souterraine – le marché noir – est hors de proportions (de 40 à 60 % du PIB) pour une économie développée. La corruption y est répandue. Près de la moitié des femmes, dans l'Est, sont encore analphabètes. La structure bancaire est fragile. Au Tusiad, le syndicat patronal turc, en pointe dans le combat pour l'adhésion, nul ne nie les faits. Mais on souligne que la 18^e économie mondiale (selon la Banque mondiale), à la différence de huit des nouveaux membres de l'Union, a une expérience du marché. En proie, dans la dernière décennie, à une crise de confiance et à l'hyperinflation, l'économie n'a certes connu, dans les années 1990, qu'une croissance moyenne de 2,5 % par an, en moyenne. Mais, depuis deux ans, grâce aux réformes structurelles demandées par le FMI et la Banque mondiale, et au virage libéral négocié par les autorités, l'inflation a été

endiguée autour de 10 %, la livre turque stabilisée et le pays a repris un rythme de croissance de 5 à 6 % par an qui pourrait correspondre à son potentiel de croissance à moyen, voire à long terme. Ce qui en fait un marché émergent des plus séduisants. Les entreprises européennes le savent bien qui ont profité de l'union douanière – libre circulation des produits industriels sans taxes ni quotas – réalisée en 1996, pour se lancer à l'assaut d'une économie dont le PNB représente 40 % de celui des dix nouveaux membres de l'Union. En 2003, les entreprises des Vingt-Cinq ont vendu pour 28 milliards d'euros de biens et de services. Même si plus des deux tiers des investissements étrangers en Turquie viennent de l'Europe des Vingt-Cinq, ceux-ci restent limités – au total, trois fois moins que ce qui a été investi en Pologne. Dès le début des négociations, ils pourraient doubler, à en croire une étude de l'université d'Amsterdam. Or cette manne est indispensable pour donner du travail à une main-d'œuvre pléthorique (pour un tiers, encore, dans l'agriculture). A contrario, ce réservoir de population en âge de travailler pourrait satisfaire les besoins d'une Europe développée dont la population active va, très bientôt, commencer à baisser. A long terme, 2,7 millions de Turcs pourraient, selon une étude du bureau central du plan du ministère de l'Economie des Pays-Bas (CPB), s'installer durablement en Europe de l'Ouest, principalement en Allemagne. Ils s'ajouteraient aux 3,7 millions déjà dans l'Union.

Les opposants s'inquiètent du coût d'une adhésion turque. Pays relativement

Contre Un revenu moyen par habitant égal au tiers de la moyenne européenne ; un écart de cinq à un entre Istanbul et le sud-est du pays (ici, à la frontière irakienne).
Pour Forte croissance et stabilisation économique : un marché émergent séduisant.

pauvre, alourdi par un secteur agricole important, la Turquie serait, dans les conditions actuelles, un bénéficiaire net de l'aide européenne : pour 14 milliards d'euros par an, selon l'Osteuropa Institute, à Munich, dont 2,5 à la seule charge de l'Allemagne ; pour 8 milliards d'euros par an, d'après le CPB. Mais qui peut dire si, dans vingt ans, le chéquier de l'Union sera aussi généreusement ouvert ?

« La Turquie dans l'Europe, c'est la fin de l'Europe »...

C'est la sombre prophétie de Giscard, fer de lance des opposants à l'adhésion de la Turquie. Pour bon nombre de fédéralistes, l'Europe ainsi élargie serait réduite à n'être qu'un vaste marché privé d'ambition politique et d'institutions en état de fonctionner. « Plus l'Europe sera hétérogène, plus elle sera faible », assurent-ils. Ce serait l'objectif poursuivi par les Anglo-Américains, fervents soutiens de l'entrée de la Turquie – la fin de l'« Europe puissance ». Les partisans de la candidature d'Ankara affirment que, au contraire, une Europe étendue jusqu'au Moyen-Orient serait contrainte d'assumer ses responsabilités face au défi politique de l'islam arabe et pèserait davantage dans ces deux zones stratégiques riches en pétrole et en gaz que sont le Moyen-Orient et la Caspienne. Déjà membre de l'Otan, l'allié turc serait un atout maître. « Face à l'accélération de l'Histoire, l'Europe doit se transformer en entité globale, avance Ahmet Davutoglu, conseiller du Premier ministre turc.

La voici face au double choix du multiculturalisme et du lien stratégique à nouer avec l'Asie. »

Contre Un poids démographique qui fait peur, notamment en Allemagne.

Pour Une population active jeune et occidentalisée (ici, étudiants en médecine à Kayseri) au secours d'une Europe vieillissante.